



## LA CGT SERA DANS LA RUE LE 27 OCTOBRE POUR L'EGALITE SALARIALE !

*En cette journée de mobilisation interprofessionnelle sur les salaires, la CGT Fonction Publique sera aux côtés des agent-es en lutte en grève et en manifestation et ne se rendra pas au groupe de travail sur l'égalité organisé par la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Ce groupe de travail, même s'il n'a pas d'ordre du jour précis devrait traiter de la transposition à la Fonction Publique de l'index égalité du privé et des nominations équilibrées. Ces thématiques résument à elles seules la politique d'affichage du gouvernement !*

### **Vouloir transposer dans la Fonction publique l'index égalité adopté dans le secteur privé : une fausse bonne idée ?**

Il est utile de rappeler que les plans d'action égalité obligatoires depuis plus de 2 ans n'ont pas été négociés ou mis en place dans l'ensemble de la Fonction publique territoriale ou hospitalière et qu'aucune pénalité financière n'en est suivi. La Fonction publique d'Etat serait alors le bon élève sur le papier ? Or, les plans d'action des ministères ne sont quasiment pas assortis de budgets dédiés et sont davantage des catalogues de bonnes intentions que des mesures réellement efficaces pour en finir avec les inégalités.

Comme le soulève une toute récente étude du Cereq, l'index égalité invisibilise les premières causes d'inégalités. En effet, au lieu de mettre en évidence les écarts de salaire entre les femmes et les hommes, l'index permet aux entreprises qui veulent se soustraire à leurs responsabilités, de dissimuler ces écarts. La CGT a identifié cinq défauts majeurs de l'index : défaut de transparence (seule la note globale doit être publiée sans d'autres détails), des seuils de

pertinence trop élevés, un barème et une pondération inadaptés, des critères à revoir, des facteurs non pris en compte comme le temps de travail, les écarts cumulés sur la carrière et la dévalorisation des métiers à prédominance féminine.

La CGT sera extrêmement vigilante et continue de revendiquer des mesures réellement contraignantes pour les employeurs publics et des budgets ambitieux pour faire de l'égalité une réalité !

### **Une vision élitiste de l'égalité qui occulte le manque d'ambition pour l'égalité salariale au sein de la Fonction Publique**

Agir sur le plafond de verre c'est bien, mais s'attaquer aux parois de verre et au plancher collant c'est encore mieux ! En effet, 70% des plus basses rémunérations concernent les femmes. Elles sont majoritairement représentées dans la catégorie C, et sont principalement touchées par le tassement des grilles. Elles sont majoritairement présentes dans des professions sous-payées notamment les administratives ainsi que les travailleuses du soin et du lien.

**Pour la CGT, l'urgence est à l'augmentation générale des salaires et des pensions.**

**Au sein de la Fonction Publique composée à 63% de femmes, l'urgence est à l'augmentation du point d'indice de 10% maintenant, et son indexation sur l'inflation.**

**L'urgence est à l'extension du complément de traitement indiciaire à l'ensemble des oublié-es du Ségur qui sont pour la plupart des femmes.**

**L'urgence est à la revalorisation des professions à prédominance féminine et à un plan de titularisation pour mettre fin à la précarité qui touche majoritairement les femmes qui sont 68% des contractuel-les.**

**L'urgence est à la réduction du temps de travail par les 32 heures et la retraite à 60 ans.**